

SENATO DELLA REPUBBLICA
VII LEGISLATURA

(N. 674)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 5 maggio 1977
(V. Stampato n. 743)*

**presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)**

**di concerto col Ministro dell'Interno
(COSSIGA)**

**e col Ministro di Grazia e Giustizia
(BONIFACIO)**

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 7 maggio 1977*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione che istituisce
un libretto di famiglia internazionale, firmata a Parigi
il 12 settembre 1974

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

È approvata la Convenzione che istituisce un libretto di famiglia internazionale, firmata a Parigi il 12 settembre 1974.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 19 della Convenzione predetta.

Art. 3.

Con decreto del Ministro dell'interno saranno stabilite le caratteristiche strutturali del libretto di famiglia internazionale, in conformità alle disposizioni contenute nella predetta Convenzione, nonchè le modalità necessarie per l'applicazione della Convenzione stessa e per l'eventuale rimborso dell'importo relativo al costo del libretto stesso.

**CONVENTION
créant un livret de famille international**

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux d'instaurer un livret de famille international,

Sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1^{er}.

Lors du mariage, l'officier de l'état civil remet aux époux un livret de famille international conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Aucun livret de famille d'un modèle différent ne peut être délivré.

ARTICLE 2.

Sont portées sur le livret de famille international les énonciations originaires et les mentions ultérieures des actes de l'état civil concernant le mariage des époux, la naissance de leurs enfants communs ainsi que le décès des époux et de ces enfants.

L'officier de l'état civil qui a dressé ou transcrit l'acte en porte les énonciations et mentions dans les cases correspondant aux formules imprimées du livret.

ARTICLE 3.

Des indications diverses, propres à chaque Etat contractant, peuvent en outre figurer dans la case prévue à cet effet dans le livret de famille international.

Elles y sont portées par les autorités compétentes ou les personnes habilitées dans cet Etat.

ARTICLE 4.

Si le livret de famille international n'a pas été délivré lors de la célébration du mariage, il peut l'être ultérieurement, soit par l'officier de l'état civil qui a célébré le mariage ou transcrit l'acte de mariage, soit par les autorités compétentes de l'Etat dont l'un au moins des époux est ressortissant.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Si certaines énonciations ou mentions d'état civil n'ont pas été portées sur le livret par l'officier de l'état civil désigné à l'article 2, elles peuvent l'être par les autorités compétentes de l'Etat dont l'un au moins des époux est ressortissant.

Chaque Etat contractant indiquera, lors de la signature, de la notification prévue à l'article 18 ou de l'adhésion, les autorités qui sont compétentes pour l'application des dispositions du présent article.

ARTICLE 5.

Les pages du livret de famille international sont numérotées sans discontinuité.

ARTICLE 6.

Toutes les inscriptions à porter sur le livret de famille international sont écrites en caractères latins d'imprimerie; elles peuvent en outre être écrites dans les caractères de la langue qui a été utilisée pour la rédaction de l'acte auquel elles se réfèrent.

Elles sont dactylographiées ou, à défaut, manuscrites.

ARTICLE 7.

Les dates sont inscrites en chiffres arabes indiquant successivement, sous les symboles Jo, Mo et An, le jour, le mois et l'année. Le jour et le mois sont indiqués par deux chiffres, l'année par quatre chiffres. Les neuf premiers jours du mois et les neuf premiers mois de l'année sont indiqués par des chiffres allant de 01 à 09.

Pour indiquer le sexe sont exclusivement utilisés les symboles suivants: F = féminin, M = masculin.

Pour indiquer la séparation de corps, le divorce, l'annulation du mariage, le décès du mari, le décès de la femme et le décès d'un enfant sont exclusivement utilisés les symboles suivants: Sc = séparation de corps; Div = divorce; A = annulation; Dm = décès du mari; Df = décès de la femme; De = décès de l'enfant. Ces symboles sont suivis de la date et du lieu de l'événement.

Le numéro d'identification de chacun des époux et des enfants est précédé du nom de l'Etat qui l'a attribué.

ARTICLE 8.

Les formules invariables du livret de famille international, à l'exclusion des symboles prévus à l'article 7 en ce qui concerne les dates, sont imprimées en deux langues au moins, dont la langue ou l'une des langues officielles de l'Etat où le livret est délivré est la langue française.

A la fin du livret les formules invariables doivent figurer au moins dans les langues des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil ainsi que dans les langues anglaise, arabe et espagnole, pour autant que ces langues n'ont pas été utilisées pour l'impression de ces formules.

ARTICLE 9.

La signification des symboles utilisés dans le livret de famille international doit y être indiquée au moins dans les langues des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil ainsi que dans les langues anglaise, arabe et espagnole.

ARTICLE 10.

Si les énonciations et mentions d'état civil ne permettent pas de remplir une case ou une partie de case d'un extrait d'acte, celle-ci est rendue inutilisable par des traits.

ARTICLE 11.

Les énonciations et mentions d'état civil portées sur le livret de famille international sont datées et revêtues de la signature et du sceau de l'autorité qui les a portées. Ces énonciations et mentions ont la même valeur que les extraits d'actes de l'état civil délivrés par ladite autorité.

Ce livret est accepté sans légalisation sur le territoire de chacun des Etats liés par la présente Convention.

ARTICLE 12.

Le livret de famille international doit être mis à jour dès qu'il ne correspond plus à la situation exacte. L'officier de l'état civil qui dresse un acte dont il doit être fait mention dans le livret se fait remettre celui-ci en vue de sa mise à jour.

ARTICLE 13.

La délivrance du livret de famille international ne donne lieu à la perception d'aucun droit.

Il en est de même pour l'apposition des inscriptions dans le livret.

ARTICLE 14.

Chaque Etat contractant détermine le nombre de formules « Extrait de l'acte de naissance d'un enfant » que comportera le livret de famille international délivré sur son territoire.

ARTICLE 15.

Pour l'application de la présente Convention sont assimilés aux ressortissants d'un Etat les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi dudit Etat.

ARTICLE 16.

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'insertion au début ou à la fin du livret de famille international de renseignements d'intérêt général ou local à l'intention des époux.

ARTICLE 17.

Chaque Etat contractant pourra, lors de la signature, de la notification prévue à l'article 18 ou de l'adhésion, déclarer:

a) que le livret de famille international sera seulement délivré si les intéressés le demandent après que leur attention ait été appelée par l'officier de l'état civil sur l'utilité de ce document, aucun autre livret de famille ne pouvant être délivré;

b) que pendant un délai ne pouvant excéder dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention en ce qui le concerne, le livret de famille international sera seulement délivré si les intéressés le demandent et le préfèrent au livret de famille national en usage, après que leur attention ait été appelée par l'officier de l'état civil sur l'utilité du document international;

c) que le livret de famille international ne sera délivré sur la totalité de son territoire qu'à l'expiration d'un délai ne pouvant excéder cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention en ce qui le concerne et que pendant ce délai le livret de famille déjà en usage pourra encore être délivré;

d) que les enfants adoptés ne seront pas mentionnés dans le livret de famille international;

e) qu'il n'appliquera pas l'article 13 ou l'une des dispositions de cet article.

ARTICLE 18.

Les Etats contractants notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

ARTICLE 19.

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date de dépôt de la deuxième notification et prendra dès lors effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat contractant, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date de sa notification.

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Gouvernement dépositaire en transmet le texte au secrétariat des Nations Unies en vue de son enregistrement et de sa publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE 20.

Les réserves visées à l'article 17 peuvent être retirées totalement ou partiellement à tout moment. Le retrait sera notifié au Conseil Fédéral Suisse.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

ARTICLE 21.

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat pourra, lors de la signature, de la notification, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette dernière notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le soixantième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait une déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé le soixantième jours suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

ARTICLE 22.

Tout Etat pourra adhérer à la présente Convention après l'entrée en vigueur de celle-ci. L'acte d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt de l'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date de dépôt de l'acte d'adhésion.

ARTICLE 23.

La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Chacun des Etats contractans aura toutefois la faculté de la dénoncer en tout temps au moyen d'une notification adressée par écrit

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

au Conseil Fédéral Suisse, qui en informera les autres Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Cette faculté de dénonciation ne pourra être exercée avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification prévue à l'article 18 ou de l'adhésion.

La dénonciation produira effet à compter d'un délai de six mois après la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu la notification prévue à l'alinéa premier du présent article.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT À PARIS, le 12 septembre mil neuf cent soixante quatorze, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour la République d'Autriche:

Pour le Royaume de Belgique:

LE COMTE DE KERCHOVE

Pour la République Française:

Conformément aux dispositions de l'article 17 (a) la France déclare que pendant un délai ne pouvant excéder dix ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention, en ce qui la concerne, le livret de famille international sera seulement délivré si les intéressés le demandent et le préfèrent au livret de famille national en usage, après que leur attention ait été appelée par l'officier de l'état civil sur l'utilité du document international.

JEAN LECANUET

Pour la République de Grèce:

La Grèce déclare faire usage des réserves prévues à l'article 13/1 et à l'article 17 (b).

GEORGES CARAMANOS

Pour la République Italienne:

Le Gouvernement italien déclare faire usage des réserves prévues à l'article 17 par. a) et d).

RICCARDO MONACO

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

HENRI DELVAUX

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Pour le Royaume des Pays-Bas:

Pour la République du Portugal:

Le Portugal déclare faire les réserves prévues à les alinéas (a) et (c) de l'article 17.

JOSÉ CARLOS ROSA NOGUEIRA

Pour la Confédération Suisse:

Pour la République Turque:

FIKRET BEREKET

(Segue il modello di libretto di famiglia internazionale).

LIVRET de FAMILLE INTERNATIONAL

LIVRET de FAMILLE INTERNATIONAL

délivré en application de la
convention signée à Paris
le 12 septembre 1974

.....
.....
.....
.....
.....

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Symboles Zeichen Symbols الرموز Simbolos	Σύμβολα Simboli Symbolen Σύμβολα İşaretler	Sc	Séparation de corps Trennung von Tisch und Bett Legal separation مفارقة جسديه Separación de cuerpos Χωρισμός από τραπέζη και κρεβάτι Separazione personale Scheiding van tafel en bed Separação de pessoas e bens Ayrılık
Jour Tag Day الْيَوْمُ Dia ‘Huéca Giorno Dag Dia Gün		Div	Divorce Scheidung Divorce طلاق Divorcio Διαζώτηση Divorzio Echtscheidung Divórcio Boşanma
Mois Monat Month الشَّهْرُ Mes Mήν Mese Maand Més Ay		A	Annulation Nichtigerklärung Annulment فسخ Anulación Ακύρωση Annullamento Nietigverklaring Anulação İptal
Année Jahr Year السَّنَةُ Año Έτος Anno Jaar Ano Yıl		Dm	Décès du mari Tod des Ehemanns Death of the husband وفاة الزوج Defunción del marido Θάνατος του συζύγου Morte del marito Overlijden van de man Óbito do marido Kocanın ölümü
M ذكر Masculin Männlich Masculine Masculino Maschile Mannelijk Masculino Erkek		Df	Décès de la femme Tod der Ehefrau Death of the wife وفاة الزوجة Defunción de la mujer Θάνατος της συζύγου Morte della moglie Overlijden van de vrouw Óbito da mulher Kocanın ölümü
F أنثى Féminin Weiblich Feminine Femenino Θηλυκό ^{ος} Femminile Vrouwelijk Feminino Kadın		De	Décès de l'enfant Tod des Kindes Death of the child وفاة الابن Defunción del hijo Θάνατος του παιδιού Morte del figlio Overlijden van het kind Óbito de filho Çocuğun ölümü

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

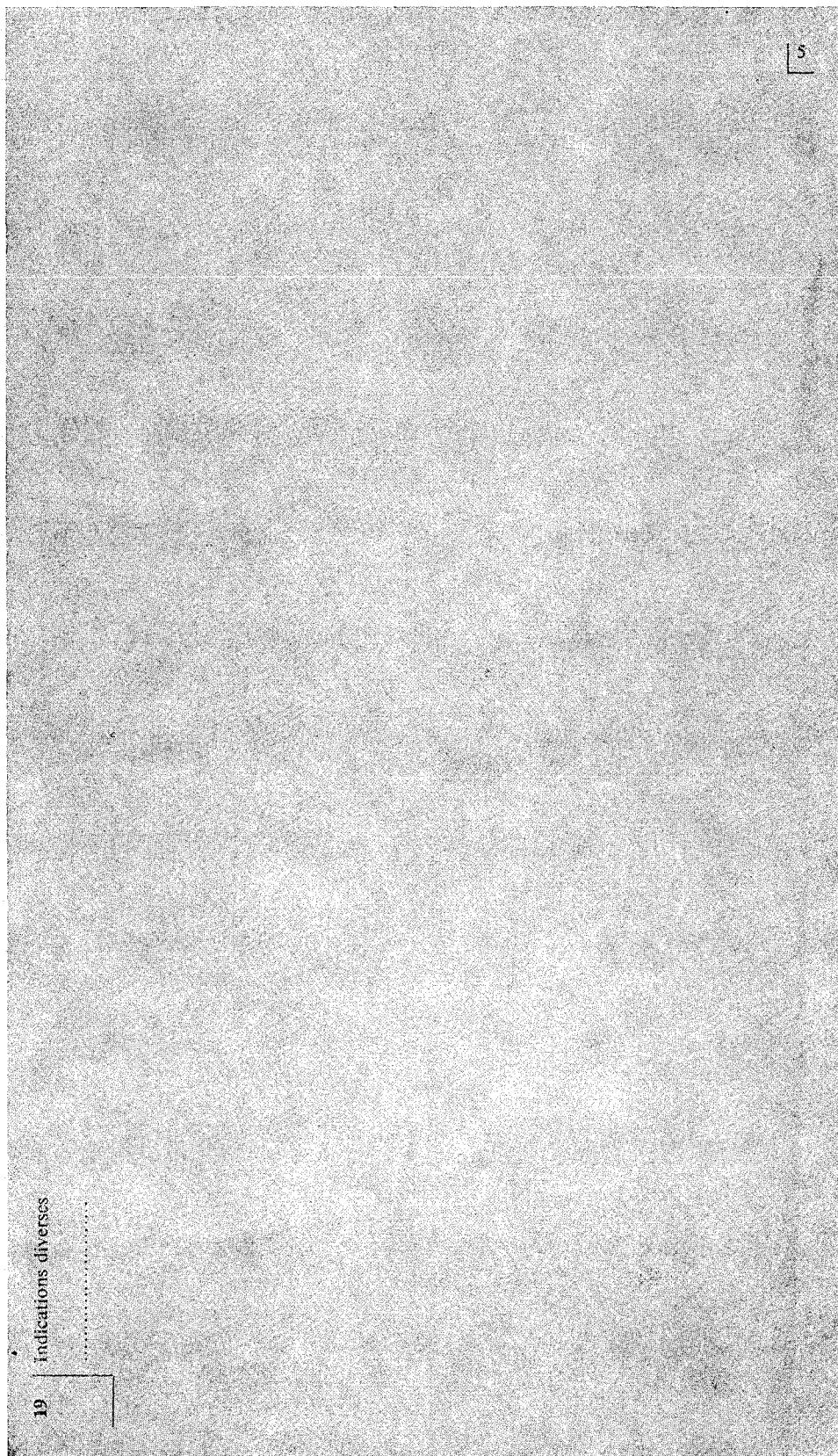
1	Etat	2	Service de l'état civil de
3			
Extrait de l'acte de MARIAGE n°			
4	Date et lieu du mariage	Jo	Mo
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
5	Mari	6	Femme
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
7	Nom avant le mariage		
8	Prénoms		
9	Date et lieu de naissance	Jo	Mo
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
		<input type="text"/>	<input type="text"/>
10	Nom après le mariage		

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

	3
11 Autres énonciations de l'accord	12 Date de délivrance, signature, sceau

13	Mentions ultérieures d'état civil
14	Pour chaque mention : date, lieu, signature, sceau
15	Autorité ayant célébré le mariage
16	Nom de jeune fille
17	Lieu et numéro du registre de famille
18	Número d'identification

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI



1	Etat	2	Service de l'état civil de	6
20 Extrait de l'acte de NAISSANCE n°				
9	Date et lieu de naissance	10	Mo <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	An <input type="text"/> <input type="text"/>
21	Nom de l'enfant			
8	Prenoms	22	Sexe	
11	Autres énonciations de l'acte			
12	Date de délivrance, signature, sceau			

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

13	Mentions ultérieures d'état civil
14	Pour chaque mention date, lieu, signature, sceau
17	Lieu et numéro du registre de famille
18	Nomero d'identification
19	Indications diverses

7

1 Staat Country ایالت Estado Країна Estado Stato Staat Estado Devlet	2 Standesamtsbehörde Civil Registry Office of مصلحة أحوال المدنية Servizio del registro civile de Anqüestuči aðenir töð Servicio dello stato civile Dienst van de burgerlijke stand van Servicos do registo civil de Nüfus İdaresi	3 Auszug aus dem Heiratsantrag Nr. Extract from marriage registration no. اخراج مسمون (رسم) Extracto del acta de matrimonio Núm. Extracto da acta de casamento n.º Extracto dell'atto di matrimonio n. Uittreksel uit de huwelijksakte nr. Certidão do assento de casamento nº Evlenme sivil örneği No.	4 Tag und Ort der Eheschließung Date and place of the marriage تاریخ زواج و مكان الزواج Fecha y lugar del matrimonio Χρονολόγια και τόπος γάμου Data e luogo del matrimonio Datum en plaats van huwelijk Data e lugar do casamento Evlenme yeri ve tarihi	5. Ehemann Husband زوج Mariido Esposo (爱人) Marito Man Mariido Koca	6 Ehefrau Wife الزوجة Esposa Tamb Moglie Vrouw Mulher Karti
---	--	--	--	--	---

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

<p>7</p> <p>Name vor der Eheschließung Surname before the marriage النَّسْمَةُ قَبْلَ الزِّوْجَةِ</p> <p>Apellido antes del matrimonio Επώνυμος πριν την γάμου</p> <p>Cognome prima del matrimonio Naam voor het huwelijk Apellidos antes do casamento Evinmeden öncəki soyadı</p>	<p>8</p> <p>Vornamen Forenames النَّسْمَةُ اَنْدَلُعْتُ</p> <p>Nombres (Köpik) ἀνθεπτάτα</p> <p>Prenomi Voornamen Nome proprio Adı</p>	<p>10</p> <p>Name nach der Eheschließung Name following marriage النَّسْمَةُ بَعْدَ الزِّوْجَةِ</p> <p>Apellido después del matrimonio Ἐπώνυμος μετά την γάμου</p> <p>Cognome dopo il matrimonio Naam na het huwelijk Apellidos depois do casamento Evinmeden sonraki soyadı</p>	<p>12</p> <p>Tag der Ausstellung, Unterschrift, Siegel Date of issue, signature, seal تاریخ التسلیم — امضای</p> <p>Fecha de expedición, firma, sello Χρονολόγηση, έκδοση, υπογραφή, σφραγίδα Data di rilascio, firma, bollo Datum van uitgave, handtekening, zegel Data de emissão, assinatura, selo Veriliş tarihi, imza, müthürl</p>
<p>9</p> <p>Tag und Ort der Geburt Date and place of birth نَارِيَةُ وَمَكَانُهَا</p> <p>Fecha y lugar de nacimiento Χρονολόγηση και τόπος γέννησης Data e luogo di nascita Geboortedatum en -plaats Дата и место рождения Dogum yer ve tarihi</p>			
<p>11</p> <p>Andere Angaben aus dem Eintrag Other particulars of the registration بيانات أخرى في التسجيل</p> <p>Otras precisiones del acta Έργα επένδυσης της τάξης</p> <p>Altre enunciazioni dell'atto Andere vermeldungen van de akte Outros elementos do assento İslene ait diğer bilgiler</p>			19

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

10

<p>13 Spätere Vermerke über den Personenstand Subsequent remarks by the Civil Registry Office مُسْكَناتٌ لاحِقَةٌ</p> <p>Mención posterior del registro civil مُسْكَناتٌ لاحِقَةٌ</p> <p>Ulteriori annotazioni di stato civile مُسْكَناتٌ لاحِقَةٌ</p> <p>Laterale vermeldingen betreffende de burgerlijke stand مُسْكَناتٌ لاحِقَةٌ</p> <p>Mencões ulteriores de estado civil مُسْكَناتٌ لاحِقَةٌ</p> <p>Kişi haline ilişkin sonraki açıklamalar</p>	<p>14 Für jeden Vermerk: Tag, Ort, Unterschrift, Siegel For each remark: date, place, signature, seal مُسْكَنٌ — المَكَانُ — التَّوْقِيمُ — اسْجَلٌ</p> <p>Para cada mención fecha, lugar, firma, sello Av <i>extoroy iwečay, xpočekoy, ronoš, ünərojash, təzəwəç</i> Par ogni annotazione: data, luogo, firma, bollo Voor elke vermelding: datum, plaats, handtekening, zegel Para cada mención: data, lugar, assinatura, selo Her ayıklama için: Yer, tarih, imza, mühür</p>	<p>15 Behörde, die die Trauung vorgenommen hat Authority which performed the marriage السلطة التي قامت بعقد الزواج</p> <p>Autoridad que ha celebrado el matrimonio السلطة التي قامت بعقد الزواج</p> <p>Autaridad que ha celebrado el matrimonio السلطة التي قامت بعقد الزواج</p> <p>Authority che ha celebrato il matrimonio السلطة التي قامت بعقد الزواج</p> <p>Autoriteit die het huwelijk heeft voltooid السلطة التي قامت بعقد الزواج</p> <p>Autoridade perante a qual foi celebrado o casamento السلطة التي قامت بعقد الزواج</p> <p>Evinmeye yanın makam</p>	<p>16 Mädchennname Maiden name نَسْبَةِ الْمَعْنَى بَنِي إِرْرَاجٍ</p> <p>Apellido de soltera Observación: <i>ئەزىزىتىقىز يۈزۈچى</i> Cognome della moglie anteriormente al primo matrimonio Meisjesnaam Apelido de solteira Kızlık soyadı</p>	<p>17 Ort und Nummer des Familienregisters Location and number of the family register مَكَانُ وَرْقَمِ الْمَسْكَنَةِ الْعَائِلِيَّةِ</p> <p>Lugar y número del registro de familia Təxərəq xəzərəq vəsətəvəzək <i>üntəcəm</i> Luogo e numero del registro di famiglia Plaats en nummer van het familieregister Lugar e número do registo de família Kayıtılı olduğu aile kütüğü yeri ve nosu</p>	<p>18 Personenkennzeichen Identification number الشَّهِيدَةُ</p> <p>Número de identificación Hesablaşdırmaqda olduğu nömrə Número di identificazione Identificatiennennummer Número de identificação Kimlik numarası</p>
---	--	---	---	--	--

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

<p>19</p> <p>Andere Angaben Miscellaneous information إِنْدَرَاتٌ خَلْفَهُ Indicaciones diversas Augenmerk verschieden Indicazioni diverse Allerhande aanduidingen Indicações diversas Gestüii açıklamalar</p>	<p>20</p> <p>Auszug aus dem Geburtsantrag Nr. Extract from birth registration no. مُسْمَوْنَ (سِمْعَانْ) Extracto del acta de nacimiento núm. Extracto dell'atto di nascita n. Uittreksel uit de geboorteakte nr. Certidão do assento de nascimento nº Déogram sicili órmegj No</p>	<p>21</p> <p>Name des Kindes Child's surname نَسْمَةُ الْأَطْرَافِ Apellido del niño Erzəyin adı Cognome del figlio Naam van het kind Apellidos Çocukun soyadı</p>	<p>22</p> <p>Geschlecht Sex جِنْسٌ Sexo Φύλον Sesso Geschlecht Sexo Cinsiyet</p>	<p>23</p>	<p>24</p>
					11

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *Il testo facente fede è unicamente quello in lingua francese, qui sopra riportato.*

**CONVENZIONE
che istituisce un libretto di famiglia internazionale**

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale di Stato Civile, desiderosi di istituire un libretto di famiglia internazionale, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO 1.

All'atto del matrimonio, l'ufficiale di stato civile consegna agli sposi un libretto di famiglia internazionale conforme al modello allegato alla presente Convenzione.

Non può essere rilasciato alcun libretto di famiglia di modello diverso.

ARTICOLO 2.

Sono riportati sul libretto di famiglia internazionale le dichiarazioni originarie e le ulteriori annotazioni degli atti di stati civile concernenti il matrimonio degli sposi, la nascita dei figli da essi avuti, nonché il decesso degli sposi e dei loro figli.

L'ufficiale di stato civile che ha redatto e trascritto l'atto riporta le dichiarazioni e le annotazioni nelle caselle corrispondenti alle voci stampate sul libretto.

ARTICOLO 3.

Indicazioni diverse, proprie a ciascuno Stato contraente, possono inoltre essere apposte nelle caselle previste a tale scopo nel libretto di famiglia internazionale.

Le stesse sono riportate a cura delle autorità competenti o delle persone autorizzate in detto Stato.

ARTICOLO 4.

Se il libretto di famiglia internazionale non è stato rilasciato all'atto della celebrazione del matrimonio, può essere rilasciato successivamente, sia dall'ufficiale di stato civile che ha celebrato il matrimonio o ne ha trascritto l'atto, sia dalle autorità competenti dello Stato di cui almeno uno degli sposi sia cittadino.

Se alcune dichiarazioni o annotazioni di stato civile non sono state riportate nel libretto dall'ufficiale di stato civile indicato all'articolo 2,

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

esse possono essere riportate dalle autorità competenti dello Stato di cui almeno uno degli sposi è cittadino.

Ogni Stato contraente indicherà all'atto della firma, o delle notifiche di cui all'articolo 18 o dell'adesione, le autorità competenti per l'applicazione delle disposizioni del presente articolo.

ARTICOLO 5.

Le pagine del libretto di famiglia internazionale sono numerate senza interruzione.

ARTICOLO 6.

Tutte le iscrizioni da riportare sul libretto di famiglia internazionale sono scritte in caratteri tipografici latini, ma possono anche essere scritte negli stessi caratteri della lingua usata per la redazione dell'atto al quale si riferiscono.

Le stesse sono dattiloscritte o, in difetto, scritte a mano.

ARTICOLO 7.

Le date sono scritte in numeri arabi che indichino, uno dopo l'altro, sotto i simboli Jo, Mo e An, il giorno, il mese e l'anno. Il giorno ed il mese sono indicati con due cifre, l'anno con quattro cifre. I primi nove giorni del mese e i primi nove mesi dell'anno sono indicati con le cifre che vanno dal 01 al 09.

Per indicare il sesso sono usati esclusivamente i seguenti simboli F = femminile, M = maschile.

Per indicare la separazione legale, il divorzio, l'annullamento del matrimonio, il decesso del marito, il decesso della moglie e il decesso di un figlio sono usati esclusivamente i seguenti simboli: SC = separazione legale; DIV = divorzio; A = annullamento; Dm = decesso del marito; Df = decesso della moglie; De = decesso di un figlio. Questi simboli sono seguiti dalla data e dal luogo dell'evento.

Il numero di identificazione di ciascuno dei coniugi e di ciascun figlio è preceduto dal nome dello Stato che lo ha attribuito.

ARTICOLO 8.

Le voci invariabili del libretto di famiglia internazionale, fatta eccezione per i simboli previsti dall'articolo 7 che riguardano le date, sono stampati almeno in due lingue, di cui una è la lingua o una delle lingue ufficiali dello Stato in cui il libretto è stato rilasciato e l'altra è la lingua francese.

Alla fine del libretto le voci invariabili devono essere indicate almeno nelle lingue degli Stati membri della Commissione internazionale di stato civile, nonché nelle lingue inglese, araba e spagnola, qualora tali lingue non siano state usate per la stampa di tali voci.

ARTICOLO 9.

Il significato dei simboli usati nel libretto di famiglia internazionale deve essere indicato almeno nelle lingue degli Stati membri della Commissione internazionale di stato civile, nonché nelle lingue inglese, araba e spagnola.

ARTICOLO 10.

Se le dichiarazioni e le annotazioni di stato civile non possono essere contenute in una casella o in una parte di casella di un estratto di atto, questa viene annullata con tratteggi.

ARTICOLO 11.

Le dichiarazioni e le annotazioni di stato civile riportate nel libretto di famiglia internazionale sono dattate e munite delle firme e del timbro dell'autorità che le ha riportate. Tali dichiarazioni e annotazioni hanno la stessa validità degli estratti di atti di stato civile rilasciati da detta autorità.

Per la validità del libretto nel territorio di ciascuno degli Stati legati dalla presente Convenzione, non occorre alcuna legalizzazione.

ARTICOLO 12.

Il libretto di famiglia internazionale deve essere aggiornato quando non corrisponde più all'esatta situazione. L'ufficiale di stato civile che redige un atto di cui si deve far menzione nel libretto ne richiede la consegna per aggiornarlo.

ARTICOLO 13.

Il rilascio del libretto di famiglia internazionale non dà luogo a percezione di alcun diritto.

Lo stesso vale per l'apposizione delle annotazioni nel libretto.

ARTICOLO 14.

Ogni Stato contraente stabilirà il numero di voci «estratto di nascita di un figlio» che dovrà contenere il libretto di famiglia internazionale rilasciato sul suo territorio.

ARTICOLO 15.

Per l'applicazione della presente Convenzione sono equiparati ai cittadini di uno Stato i profughi e gli apolidi il cui stato personale è regolato dalla legge di detto Stato.

ARTICOLO 16.

In deroga alla presente Convenzione, possono essere inserite, all'inizio o alla fine del libretto di famiglia internazionale, informazioni di interesse generale o locale per gli sposi.

ARTICOLO 17.

Ogni Stato contraente potrà, all'atto della firma, della notifica di cui all'articolo 18 o dell'adesione dichiarare:

a) che il libretto di famiglia internazionale sarà rilasciato soltanto se gli interessati lo richiederanno dopo che l'ufficiale di stato

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

civile avrà richiamato la loro attenzione sull'utilità di detto documento, e che nessuno altro libretto di famiglia potrà essere rilasciato;

b) che per un periodo di tempo non superiore a dieci anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione il libretto di famiglia internazionale sarà rilasciato, soltanto se gli interessati lo richiederanno, preferendolo al libretto di famiglia nazionale in uso, dopo che lo ufficiale di stato civile avrà richiamato la loro attenzione sull'utilità del documento internazionale;

c) che il libretto di famiglia internazionale non sarà rilasciato nell'intero suo territorio se non al termine di un periodo di tempo non superiore a cinque anni dall'entrata in vigore della presente Convenzione e che durante tale periodo il libretto di famiglia già in vigore potrà ancora essere rilasciato;

d) che i figli adottivi non saranno menzionati nel libretto di famiglia internazionale;

e) che non applicherà l'articolo 13 o una delle sue disposizioni.

ARTICOLO 18.

Gli Stati contraenti notificheranno al Consiglio federale svizzero lo avvenuto adempimento della procedura richiesta dalla loro Costituzione per rendere applicabile sul loro territorio la presente Convenzione.

Il Consiglio federale svizzero darà notizie agli Stati contraenti ed al Segretario generale della Commissione internazionale di stato civile di tutte le notifiche fatte ai sensi del comma precedente.

ARTICOLO 19.

La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data di deposito della seconda notifica e avrà effetto da questo momento tra i due Stati che abbiano compiuto tale formalità.

Per ogni Stato contraente che compia successivamente la formalità di cui all'articolo che precede la Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo la data della sua notifica.

Al momento dell'entrata in vigore della Convenzione, il Governo depositario ne trasmette il testo al Segretariato delle Nazioni Unite per la sua registrazione e pubblicazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

ARTICOLO 20.

Le riserve di cui all'articolo 17 possono essere ritirate in tutto o in parte in qualunque momento. Il loro ritiro sarà notificato al Consiglio federale svizzero.

Il Consiglio federale svizzero comunicherà agli Stati contraenti ed al Segretario generale della Commissione internazionale di stato civile tutte le notifiche fatti ai sensi del comma precedente.

ARTICOLO 21.

La presente Convenzione si applica di pieno diritto su tutto il territorio metropolitano di ogni Stato contraente.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Ogni Stato potrà, all'atto della firma, della notifica, dell'adesione o successivamente, dichiarare mediante notifica diretta al Consiglio federale svizzero che le disposizioni della Convenzione saranno applicabili a uno o più dei suoi territori extra-metropolitani, degli Stati o dei territori di cui si assume la responsabilità internazionale. Il Consiglio federale svizzero comunicherà quest'ultima notifica ad ogni Stato contraente ed al Segretario generale della Commissione internazionale di stato civile. Le disposizioni della presente Convenzione diventeranno applicabili nel territorio o nei territori indicati nella notifica sessanta giorni dopo la data in cui il Consiglio federale svizzero avrà ricevuto detta notifica.

Ogni Stato che ha fatto una dichiarazione in conformità alle disposizioni del comma secondo del presente articolo potrà in seguito dichiarare, in qualsiasi momento, mediante notifica diretta al Consiglio federale svizzero, che la presente Convenzione cesserà di essere applicabile in uno o più degli Stati o territori indicati nella dichiarazione.

Il Consiglio federale svizzero comunicherà la nuova notifica ad ogni Stato contraente ed al Segretario generale della Commissione di stato civile.

La Convenzione cesserà di essere applicabile a detto territorio sessanta giorni dopo la data in cui il Consiglio federale svizzero avrà ricevuto tale notifica.

ARTICOLO 22.

Ogni Stato potrà aderire alla Convenzione dopo la sua entrata in vigore. L'atto di adesione sarà depositato presso il Consiglio federale svizzero. Quest'ultimo comunicherà a ciascuno degli Stati contraenti ed al Segretario generale della Commissione internazionale di stato civile ogni deposito di atto di adesione. La Convenzione entrerà in vigore, per lo Stato aderente, trenta giorni dopo la data di deposito dell'atto di adesione.

ARTICOLO 23.

La presente Convenzione rimarrà in vigore per tempo indeterminato. Ogni Stato contraente avrà tuttavia la facoltà di denunciarla in qualunque momento mediante notifica scritta diretta al Consiglio federale svizzero, che ne informerà gli altri Stati contraenti ed il Segretario generale della Commissione internazionale di stato civile.

Detta facoltà di denuncia non potrà essere esercitata prima della scadenza del termine di un anno a partire dalla notifica di cui all'articolo 18 o dell'adesione.

La denuncia produrrà i suoi effetti sei mesi dopo la data in cui il Consiglio federale svizzero avrà ricevuto la notifica di cui al primo comma di questo articolo.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A PARIGI il 12 settembre 1974, in un solo esemplare che verrà depositato negli archivi del Consiglio federale svizzero e di cui una copia certificata conforme sarà consegnata per via diplomatica a ciascuno degli Stati contraenti ed al Segretario generale della commissione internazionale di stato civile.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Per la Repubblica federale di Germania:

Per la Repubblica d'Austria:

Per il Regno del Belgio:

LE COMTE DE KERCHOVE

Per la Repubblica francese:

Conformemente alle disposizioni dell'articolo 17 (b) la Francia dichiara che per un periodo di tempo non superiore a dieci anni dalla dall'entrata in vigore della presente Convenzione, per quanto la riguarda, il libretto di famiglia internazionale sarà rilasciato soltanto se gli interessati lo richiederanno preferendolo al libretto di famiglia nazionale in uso, dopo che l'ufficiale di stato civile avrà richiamato la loro attenzione sull'utilità del documento internazionale.

JEAN LECANUET

Per la Repubblica di Grecia:

La Grecia dichiara di far uso delle riserve di cui all'articolo 13/1 e dell'articolo 17 b).

GEORGES CARAMANOS

Per la Repubblica italiana:

Il Governo italiano dichiara di far uso delle riserve di cui allo articolo 17 paragrafi a) e d).

RICCARDO MONACO

Per il Granducato di Lussemburgo:

HENRI DELVAUX

Per il Regno dei Paesi Bassi:

Per la Repubblica del Portogallo:

Il Portogallo dichiara di fare le riserve di cui ai commi a) e c) dell'articolo 17.

JOSÉ CARLOS ROSA NOGUEIRA

Per la Confederazione Svizzera:

Per la Repubblica Turca:

FIKRET BEREKET